

DIRECTION

Pôle opérations

Groupelement prévention – prévision

Service prévision

Ref : **758** /2022/Direction/NDF/AFE

Affaire suivie par : M. FERRERAS

Le directeur départemental  
des services d'incendie et de secours

à

DDT – Mme METRO  
17 place de la République – BP 40517  
28008 CHARTRES CEDEX

**Objet : demande d'avis pour un permis de construire relatif à une centrale photovoltaïque au sol  
(Gédia Production, M. Philippe Rive)**

**Références :**

Numéro de dossier : 405660

PC 28 134 22 00020

Reçu au SDIS le : 7 avril 2022

Adresse : rue des Osmeaux, Dreux

Par transmission rappelée en référence, vous avez bien voulu me transmettre pour avis, le dossier relatif à l'opération citée en objet.

**1) Présentation du projet**

Le projet concerne la construction d'un parc photovoltaïque au sol de 6 hectares situé sur trois parcelles non contiguës.

Le parc sera constitué de 30 000 m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques, deux postes de transformation/livraison, un poste de transformation et un poste de distribution totalisant une surface de 75 m<sup>2</sup>.

Quatre poteaux d'incendie publics se trouveront à proximité du parc photovoltaïque.

Les trois parcelles seront accessibles par la rue des Osmeaux.

**2) Textes applicables**

- Code de l'urbanisme dans le cadre de la procédure de permis de construire.
- Code du travail ;
- Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie.

**3) Analyse et avis**

**1) Accessibilité au site**

Afin de répondre aux attentes du service départemental d'incendie et de secours, le terrain devra être desservi par des voies publiques ou privées facilitant la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie de type camion-citerne feux de forêts (CCF).

Nota : une voie qui présente les caractéristiques suivantes répond à ces besoins :

- une largeur minimale de 3 mètres ;
- une force portante de 160 kilonewtons.

Par ailleurs, il sera nécessaire de créer à l'intérieur du site des voies de circulation de 3 mètres de large permettant :

- de quadriller le site (rocares et pénétrantes),
- d'accéder en permanence à chaque construction (locaux onduleurs, transformateurs, poste de livraison, locaux techniques).

Le portail d'entrée du site sera équipé d'un dispositif validé par le SDIS permettant son ouverture.

## 2) Moyens de secours et conditions d'intervention des sapeurs-pompiers

Toutes les dispositions devront être prises pour éviter aux intervenants des services de secours tout risque de choc électrique au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension.

Une coupure générale simultanée de l'ensemble des onduleurs doit être positionnée de façon visible à proximité d'un des locaux techniques et identifiée par la mention : « Attention présence de deux sources de tension : 1- réseau de distribution ; 2- panneaux photovoltaïques » en lettres noires sur fond jaune.

L'installation devra être contrôlée par un organisme de contrôle ou un technicien agréé.

Des équipements de sécurité appropriés aux risques d'origine électrique devront être judicieusement répartis sur le site.

Il sera nécessaire d'afficher :

- les consignes de protection contre l'incendie indiquant la nature et les emplacements des organes techniques des installations (localisation, et procédures d'intervention du pétitionnaire) ;
- la conduite à tenir en fonction des conditions météorologiques (orages, etc...);
- un numéro d'astreinte de l'exploitant joignable 7j/7 et 24h/24 en cas d'intervention ;
- la localisation du ou des points d'eau incendie.

Le site sera débroussaillé régulièrement pour éviter tout risque d'une éventuelle propagation.

Des pictogrammes dédiés aux risques photovoltaïques seront installés :

- à l'extérieur du site, au niveau de l'accès des secours.
- sur les câbles DC apparents tous les 5 mètres.

La case PC n°25 du CERFA transmis dans le dossier n'est pas cochée, le projet ne relève donc pas de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le présent avis porte donc sur l'accessibilité au site, la défense extérieure contre l'incendie et les conditions d'intervention des sapeurs-pompiers. Il ne fait pas obstacle au respect des autres réglementations qui sont applicables à ce projet.

Dans le cas où l'établissement serait assujéti à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, l'avis devra également prendre en considération :

- l'accessibilité aux installations ;
- les moyens d'alerte du SDIS ;
- les moyens de lutte contre l'incendie dont la défense extérieure contre l'incendie spécifique aux ICPE ;
- les conditions de sécurité liées à l'intervention des sapeurs-pompiers.

Ces volets seraient alors étudiés dans le cadre de la procédure d'autorisation d'exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement du fait de l'assujettissement de l'établissement à cette réglementation.

Le directeur,  
Pour le directeur et par délégation,  
Le chef du groupement prévention-prévision,



Commandant Nicolas DUFOUR-FATISSON

**Copie :** UD DREAL 28 (ud28.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr)